

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MAI 1928.

Budget DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour l'exercice 1928, déjà adopté par le Sénat, a recueilli les votes suivants quand il a été soumis à l'examen de vos sections : 68 membres l'ont adopté, 30 l'ont rejeté, 2 se sont abstenus.

Les membres de votre Commission spéciale n'ont pas proposé de majoration ou de réduction des crédits alloués par le Sénat.

Votre rapporteur a été prié d'adresser certaines questions au gouvernement et de publier les réponses qui lui auraient été communiquées.

PREMIÈRE QUESTION.

Législation organique provinciale et communale.

Le Gouvernement ne croit-il pas que le moment est venu de proposer au Parlement de décider que les conseils communaux, s'ils en ont formellement exprimé le désir, seront entendus au préalable quand les députations permanentes estimeront devoir imputer une de leurs résolutions ?

RÉPONSE.

Les députations permanentes n'ont pas le droit d'annuler, ni de modifier les résolutions des conseils communaux, elles approuvent ou imputent ces résolu-

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4^{VI}.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Lemonnier, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène : MM. Lemonnier, président; Amelot, Bouchery, Claes, Cnudde, de Liedekerke, Drion, Max, Merlot, Pussemier, Rombauts, Schaetzen, Siffer, Souplit, Van Belle, Vandeveldre (J.).

2° de six membres nommés par les sections : MM. Amelot, Van Belle, Schaetzen, Huysmans, De Wiude, De Keersmaecker.

tions et comme elles doivent s'entourer de tous les éléments d'appréciation pour se prononcer en connaissance de cause, elles ne peuvent manquer d'entendre les conseils communaux intéressés avant de prendre leurs décisions lorsque ceux-ci le demandent.

L'intervention du législateur à cet égard ne paraît donc pas indiquée.

2^{me} QUESTION.

Fiscalité provinciale et communale.

Le Gouvernement peut-il faire communiquer à la Commission les instructions qui arrêtent les délais endéans lesquels les receveurs des contributions directes doivent remettre au Crédit Communal, la part revenant aux communes dans le produit encaissé des impôts ?

Pourquoi les parts revenant aux communes dans les impôts sont-elles en général si tardivement remises au Crédit Communal ?

RÉPONSE.

Les circulaires des 17 février 1923 et 24 novembre 1924, n° 20286 et 42050, (reproduites à l'annexe A et B du rapport), sont relatives aux virements, au Crédit communal, des sommes attribuées aux communes dans le produit des impôts cédulaires.

S'il y a eu quelques retards jadis dans le versement de ces sommes aux communes intéressées, cela provient des difficultés et de la pénurie du personnel qui ont contrarié l'établissement régulier des impôts sur les revenus. Ce retard tend à disparaître complètement et n'existera sans doute plus dès l'exercice prochain. En tout cas, l'administration des contributions surveille d'une manière particulièrement attentive la rentrée régulière des impôts et leur mise à la disposition des provinces et des communes. Elle ne laisse échapper aucune occasion de rappeler aux comptables leurs obligations sous ce rapport et prend d'ailleurs des mesures chaque fois que des situations défavorables sont constatées ou portées à sa connaissance.

C'est ainsi que par la circulaire du 30 décembre dernier, publiée sous le n° 35.033 du Bulletin du Ministère des Finances, les services extérieurs ont reçu des instructions précises en vue de la formation immédiate des rôles de la contribution foncière pour 1928 ; au 30 avril écoulé, les directeurs des contributions avaient déjà rendu exécutoires des rôles fonciers, à concurrence de plus de 76.000.000 de francs contre 7.000.000 de francs au 30 avril 1927.

3^{me} QUESTION.

Est-il exact que la rémunération payée par les communes à l'État pour couvrir les frais de la perception de l'impôt, dépasse encore celle qui pourrait être exigée puisque les recettes qui sont encaissées de ce chef par l'État dépasseraient les dépenses qu'exige la liquidation des traitements alloués aux receveurs des contributions ?

RÉPONSE :

Les dépenses occasionnées par le recouvrement des impôts ne sont nullement limitées par les traitements alloués aux receveurs des contributions ; les frais de

perception doivent comprendre également les dépenses de *tout* organisme des contributions directes et du cadastre ; or, suivant les renseignements puisés dans les prévisions de recettes et de dépenses du budget des Voies et Moyens du Budget des Finances pour 1928, le pourcentage des frais de perception s'élève exactement à 3,225 p. c., pour l'ensemble des impôts directs à recouvrir.

L'arrêté royal du 20 décembre 1927 a arrondi ce taux à 3,50 p. c., parce qu'on n'était pas fixé quant aux conséquences de la péréquation des traitements.

4^{me} QUESTION.

Le paiement d'un intérêt étant imposé aux contribuables qui paient tardivement leurs contributions et la cotisation qui leur est imposée comprenant une part provinciale et communale, le Gouvernement n'estime-t-il pas que le produit des intérêts payés devrait être réparti entre l'Etat, les provinces et les communes ?

RÉPONSE.

L'article 59, paragraphe 2 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, prévoit qu'une partie des intérêts de retard est attribuée à la province et à la commune du lieu d'imposition. (Art. 4^{er}. Loi du 17 mars 1925.)

La répartition se fait par année, proportionnellement au rapport existant pour chaque province ou pour chaque commune entre le montant respectif des impositions provinciales ou communales perçues par les receveurs de l'Etat et le montant total des recouvrements en matière d'impôts directs.

5^{me} QUESTION.

Pourquoi le Gouvernement n'autorise-t-il pas, chaque fois qu'il est régulièrement demandé, l'établissement de taxes dont la perception est autorisée en principe ? Ainsi des taxes sur les salles de danse ont été autorisées dans une commune et pas dans une autre ?

RÉPONSE.

Chaque fois que le Département est saisi d'un projet fiscal tendant à l'établissement d'une taxe communale ou provinciale dont le principe est admis, il en provoque l'approbation pour autant ; bien entendu :

- 1^o que l'impôt soit justifié par des nécessités budgétaires ;
- 2^o que le règlement fiscal soit établi d'après les règles tracées par la jurisprudence du Département et que le taux de l'imposition ne constitue pas une charge exagérée pour le contribuable.

Si donc la perception d'une taxe sur les salles de danse a été autorisée pour une commune et refusée pour une autre, c'est que le règlement fiscal proposé par la seconde n'a pas été établi dans les mêmes conditions ou parce que la situation budgétaire de la commune ne nécessitait pas le recours à cette base d'impôt.

6^{me} QUESTION.

Comment se fait-il que malgré la publication de la circulaire du 1^{er} juin 1927 concernant les « taxes industrielles » ; l'approbation de ces taxes subit encore de si grands retards ?

RÉPONSE.

Le Département apporte toute la célérité désirable à l'approbation des « taxes industrielles » ; mais, malgré les instructions du 1^{er} juin 1927, bien des projets fiscaux doivent donner lieu à un examen approfondi, soit au sujet des répercussions qu'ils peuvent avoir sur l'industrie, soit au sujet des nécessités budgétaires de la commune.

Les inconvénients signalés ne se produiraient pas si les autorités locales avaient soin de présenter leurs projets au début de l'année, ainsi qu'il leur a été recommandé à différentes reprises.

7^{me} QUESTION.**Séjour des étrangers dans le Royaume.**

Le Ministre de l'Intérieur pourrait-il dire s'il ne croit pas devoir, avec le Ministre de la Justice, prendre des mesures pour empêcher que le personnel maritime (marins, chauffeurs, etc.) qui est licencié à Anvers par les chefs de navires arrivant de l'étranger, ne puisse séjourner en Belgique quand il ne possède pas de passeport régulier ou quand il ne fournit pas la preuve qu'il obtiendra un engagement rémunéré après son licenciement?

Le licenciement du personnel maritime arrivant par navire à Marseille, Rotterdam et Hambourg est réglementé.

L'administration communale ainsi que les associations maritimes d'Anvers ont demandé la mise en vigueur de règlements analogues à ceux qui sont appliqués à l'étranger.

Le Gouvernement ne croit-il pas devoir intervenir puisque le territoire de l'agglomération anversoise s'étend sur plusieurs communes?

RÉPONSE.

Le texte de la question a été transmis par mon Département à M. le Ministre de la Justice, qui répondra.

M. le Ministre de la Justice n'avait pas fait parvenir sa réponse au moment où le rapport a été déposé sur le bureau de la Chambre.

Cette réponse sera publiée dès qu'elle sera parvenue à votre Rapporteur.

Ce dernier a demandé qu'elle lui soit adressée avant que la discussion du projet de budget soit inscrit à l'ordre du jour de la Chambre.

8^{me} QUESTION.**Lutte contre la diffusion des maladies vénériennes.**

La présence en Belgique de nombreux ouvriers étrangers (polonais, russes, italiens, algériens, marocains) n'a-t-elle pas amené en 1926 et 1927 une augmentation sensible du nombre des syphilitiques?

L'activité des dispensaires pour maladies vénériennes ne devrait-elle pas être encouragée comme elle l'a été après l'armistice?

RÉPONSE.

1° Des enquêtes faites par les inspecteurs d'hygiène du Gouvernement, il résulte que la présence en Belgique de nombreux ouvriers étrangers n'a pas amené en 1926 et 1927, une augmentation du nombre des syphilitiques;

2° L'amélioration de la situation au point de vue de l'endémie syphilitique est telle que le Département a été amené à restreindre les moyens de lutte qu'il avait mis en action.

Toutefois les dispensaires agréés continuent à bénéficier des mêmes avantages qu'antérieurement.

9^{me} QUESTION.

Travaux d'hygiène.

Le Ministre peut-il communiquer à la Commission un tableau indiquant :

a) le nombre et le détail des travaux d'hygiène pour lesquels les villes et les communes ont introduit des demandes de subsides ?

b) les demandes auxquelles satisfaction a été donnée par l'octroi d'un subside ?

c) le montant des subsides qui ont été alloués aux villes et communes dont les demandes ont été agréées ?

d) le montant du crédit dont le Département devrait disposer pour pouvoir accorder des subsides aux travaux susceptibles d'être immédiatement exécutés ?

Le Département ne croit-il pas que l'exécution des travaux d'hygiène serait facilitée s'il était formellement décidé que la liquidation des subsides s'étendra d'après leur importance sur plusieurs exercices budgétaires, un crédit (plus important que le crédit prévu au budget de 1928 étant annuellement porté au budget?), par exemple : liquidation en un an des subsides de moins de 50,000 francs ; deux ans, subsides de 50,000 à 100,000 francs ; trois ans, subsides de 100,000 à 300,000 francs, etc. ?

RÉPONSE.

a) Nombre et détail des travaux d'hygiène pour lesquels les villes et communes ont introduit des demandes de subsides.

Demandes de subsides non satisfaites :

	Dépenses subsidiables
Tableau I (Annexe C du Rapport). Travaux terminés. fr.	7,197,564
Tableau II (Annexe D du Rapport). Travaux non commencés ou en cours fr.	30,142,200
	Fr. 37,339,764

b) et c). Demandes auxquelles satisfaction a été donnée par l'octroi d'un subside et montant des subsides alloués.

RÉPONSE.

En 1927. Tableau III (Annexe E du Rapport). Subsides alloués : 3,408,994 fr.

En 1928 :	Deurne fr.	66,666
	Pâturages	70,793
	Dison	28,029
	Boom	90,000
	Saventhem	88,688
	Fr.	344,176

d) Montant du crédit dont le Département devrait disposer pour pouvoir accorder des subsides aux travaux susceptibles d'être immédiatement exécutés.

RÉPONSE.

Il y a lieu de tenir compte de ce que certains engagements pris par le Département en matière de subside n'ont pas encore été liquidés entièrement, du fait que les travaux d'hygiène, qui en forment l'objet, ne sont pas terminés actuellement ou que le compte général de ces travaux n'a pas encore été soumis à l'approbation du Département. Le tableau IV (voir annexe fin rapport) donne la liste de ces travaux : les subsides restant à liquider se chiffrent à 3,510,509 francs.

Parmi les travaux d'hygiène entrant en ligne de compte pour l'octroi d'un subside, les premiers à considérer sont ceux renseignés au tableau I, c'est-à-dire, les travaux d'hygiène actuellement terminés dont le projet a été approuvé avec la mention que la demande de subside serait examinée ultérieurement. Le total des subventions à allouer à cette catégorie de travaux est d'environ 7,197,564 : 3 = 2,399,188 francs.

En ce qui concerne les travaux susceptibles d'être immédiatement exécutés, un crédit de 3,000,000 de francs permettrait de faire face aux demandes les plus pressantes.

En conséquence, le total des crédits nécessaires serait d'environ :

$$3,510,509 + 2,399,188 + 3,000,000 = 7,909,697, \text{ soit } 8,000,000 \text{ de francs.}$$

Un essai du système de liquidation des subsides par acomptes annuels a été fait en 1925 par le Département : ce système a dû être abandonné ; il ne donne pas satisfaction aux communes et finit par grever lourdement les budgets des années à venir.

10^{me} QUESTION.

Pourquoi le Gouvernement ne subsidie-t-il plus dans la région minière du pays, l'établissement d'égouts quand ceux-ci sont construits en béton armé ?

RÉPONSE.

Dans les régions soumises à affaissements miniers, les égouts en maçonnerie de briques doivent être préférés aux égouts en béton armé. Dans le premier mode de construction, les mouvements de terrains se bornent à provoquer des cassures nettes, bien localisées, tandis que dans les ouvrages en béton armé les détériorations intéressent des longueurs parfois considérables des canalisations et s'accompagnent d'une véritable désagrégation du béton avec arrachement des armatures qui supprime toute résistance du tuyau.

11^{me} QUESTION.

Pourquoi le Gouvernement refuse-t-il l'octroi de subsides quand il s'agit de la construction en béton armé de murs de cimetière ?

RÉPONSE.

L'emploi de panneaux et montants en béton armé laisse une impression de construction provisoire et ne donne pas des garanties suffisantes de solidité et de durabilité.

12^{me} QUESTION.

Œuvres de l'Enfance.

De quel crédit faudrait-il disposer pour pouvoir rétablir les primes qui étaient jadis allouées pour les consultations de nourrissons aux mères et aux enfants?

La mortalité infantile n'a-t-elle pas augmenté depuis la suppression de ces primes?

Comment les services d'inspection de l'Œuvre Nationale contrôlent-ils la répartition des primes d'assiduité qui sont encore accordées?

L'Œuvre tient-elle suffisamment compte de la situation de fortune des parents à l'occasion de l'octroi de ces primes?

RÉPONSE.

a) L'O. N. E. consultée sur ce point fait connaître qu'il serait nécessaire de disposer d'environ 1.300.000 francs. Cette somme représente la part de l'Etat. Les provinces et les communes auraient à prévoir un crédit équivalent à la moitié de la somme précitée. Ce qui revient à dire que le rétablissement des primes en faveur de la fréquentation des œuvres de l'enfance en bas-âge représenterait une dépense minimum de 2.600.000 francs à charge des pouvoirs publics.

Il est à rappeler, en passant, que ce mode d'encouragement a été condamné par le Comité Médical Supérieur. Le Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance s'est rallié à sa manière de voir et a décidé la suppression progressive des primes. En principe transitoire une prime d'une valeur de un franc par présentation a été maintenue jusque fin 1927, en faveur des enfants de moins d'un an.

S'il est indéniable que la suppression des primes a été néfaste à certaines œuvres, cette mesure, par contre, a accentué dans beaucoup d'autres le caractère médical que doit revêtir une consultation de nourrissons bien organisée. Et c'est là un résultat important. C'est le bon médecin puériculteur qui assure le succès de l'Œuvre, sans devoir recourir à des moyens étrangers à son domaine. Il apprend aux mères à venir à la consultation non pour le bénéfice d'une prime matérielle, mais bien pour les conseils qu'elle prodigue.

b) Comme il est constaté plus haut, les distributions de primes n'ont été supprimées qu'à partir du 1^{er} janvier de cette année. Il est donc prématuré de vouloir apprécier, dès-à-présent, les conséquences de cette mesure sur la mortalité infantile. Le recul n'est pas suffisant.

c) Le Service d'inspection de l'Œuvre Nationale de l'Enfance se rend périodiquement au siège des œuvres subsidiées aux fins de contrôler leur comptabilité ainsi que l'exactitude des renseignements qui ont figuré sur les demandes de subsides. Il s'assure de la réalité du nombre de présences inscrites dans les livres et veille à ce qu'il soit tenu compte des remarques formulées à la suite des inspections précédentes.

d) Actuellement il n'y a plus que les futures mères qui bénéficient d'une prime de 5 francs par examen complet aux consultations prénatales. Il a toujours été tenu compte de la situation de fortune des bénéficiaires pour l'octroi des primes et un barème des ressources a été régulièrement signifié aux œuvres pour leur permettre de ne délivrer des primes qu'aux personnes qui y ont droit.

13^{me} QUESTION.**Distribution d'eau potable.**

Il a été constaté que les courants électriques vagabonds qui proviennent des lignes de trams ou de chemins de fer qui sont équipées électriquement suivent très aisément les canalisations établies par les Services de distribution d'eau et détériorent rapidement ces dernières, que celles-ci soient construites en acier, en fonte ou en béton armé.

En 1927, ces courants ont attaqué les conduites de la distribution de l'eau du Néblon et détruit la conduite de la distribution d'eau située à proximité de la Centrale Electrique desservant la ligne Mons-Boussu. Il est à la connaissance de la Commission que les conduites d'eau de l'agglomération bruxelloise ont été attaquées par les mêmes courants.

L'équipement électrique des trams se développant toujours, tandis que des distributions d'eau s'installent à grands frais de tous côtés, le Ministre n'estime-t-il pas que pour éviter d'importantes pertes de capitaux et surtout le fonctionnement des services de distribution d'eau il devrait, avec son collègue de l'Agriculture immédiatement faire arrêter par une Commission peu nombreuse de techniciens autorisés, les mesures que les exploitants ou les usagers de l'énergie électrique devraient appliquer pour empêcher la diffusion des courants vagabonds ?

RÉPONSE.

Le Département a institué une Commission de techniciens qui recherchera les dispositions à prendre pour supprimer, avec les courants vagabonds, les dangers qui leur sont inhérents au point de vue de la conservation des conduites métalliques souterraines, et notamment des conduites d'eau ; subsidiairement, la Commission recherchera les mesures à prendre pour réduire la conductibilité électrique des canalisations d'eau et de gaz.

14^e QUESTION.**Signalisation le long des routes.**

Le Ministre ne pourrait-il recommander aux villes et aux communes d'installer sur les routes, à l'entrée de leur territoire, des pancartes informant l'usager de la route du nom de la localité où il pénètre ?

Le développement considérable qu'a pris l'usager de la route exige impérieusement l'organisation de la « signalisation ».

Si le Ministre redoute l'inertie de certaines administrations communales ne pourrait-il, avec son collègue de l'Agriculture et des Travaux publics, obtenir que par exemple les automobiles et les tourings-clubs se chargeassent de la signalisation ?

La Commission croit savoir que l'action de ces clubs a été efficace en France et en Hollande.

RÉPONSE.

La question relève plus spécialement du Ministère des Travaux publics.

Je m'empresse de me mettre à la disposition de mon honorable collègue, dans l'éventualité où mon concours lui serait nécessaire pour réaliser la signalisation qui intéresse les usagers de la route.

La majorité des membres de votre Commission spéciale a décidé de vous proposer le vote du projet de budget qui vous est soumis.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

MAURICE LEMONNIER.



Bruxelles, le 17 février 1923.

A Monsieur le Directeur des contributions, à

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Dans le but notamment de permettre aux communes d'assurer la couverture de certaines dépenses ordinaires, en attendant la liquidation de leur quote-part dans le produit des impôts, le Crédit Communal de Belgique est disposé à consentir aux administrations communales qui lui en feront la demande, des ouvertures de crédits garanties par lesdites parts.

Cette initiative étant de nature à faciliter la gestion financière des communes, j'ai décidé, d'accord avec le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, que l'Administration des Contributions prêterait sa collaboration à l'exécution des mesures envisagées.

Les dispositions suivantes — qui complètent ou modifient l'instruction du 19 octobre 1921, n° 2990 — seront observées à cet effet.

§ 1^{er}. — Dès la formation de l'état n° 173¹ et en tous cas avant le 25 de chaque mois, les receveurs vireront au compte chèques postaux n° 10 du Crédit Communal le montant *total* des sommes nettes attribuées aux communes dans le produit des recouvrements mensuels, que les communes aient ou non accordé un droit de délégation à l'organisme précité, seul responsable tant à l'égard de l'Administration des Contributions qu'à l'égard des communes, de la destination des fonds virés,

§ 2. — La subdivision de l'état n° 173¹, prévue au deuxième alinéa du § 2 de la circulaire du 19 octobre 1921, n° 2990 (sommes payées respectivement au Crédit Communal et aux communes) n'offrant plus aucun intérêt du moment où le Crédit Communal devient comptable de *toutes* les sommes revenant aux communes dans le produit des impôts, les receveurs sont dispensés d'observer encore la prescription dont il s'agit; il s'ensuit qu'en ce qui concerne les communes ayant précédemment accordé le droit de délégation, l'état n° 173¹ à former en février courant comprendra le *montant net intégral* de la quote part leur revenant et que la somme à virer au Crédit Communal sera déterminée en diminuant ce montant de l'import total du dernier état n° 173¹ (somme versée directement à la commune et somme virée au Crédit Communal).

Il va de soi que les états n° 173¹ continueront à être formés par exercice; d'autre part l'avis de débit délivré au comptable par l'Administration des Chèques Postaux tiendra lieu provisoirement de quittance et sera conservé à l'appui des états n° 173¹.

§ 3. — Dès le début de janvier de la seconde année de l'exercice, les receveurs des contributions dressent un état n° 173 *provisoire* dont l'import doit correspondre au montant des virements effectués au profit de chaque commune pendant l'année antérieure; une copie de cet état est adressée au receveur communal, à l'effet de lui permettre d'en effectuer la vérification au moyen des avis de crédit transmis après chaque virement par le Crédit Communal.

§ 4. — Dans le courant du mois de janvier qui suit la clôture de l'exercice,

les receveurs des contributions forment, en double expédition, l'état n° 173 *définitif* des sommes *nettes* revenant aux communes à titre de quote-part et d'additionnels dans le produit des impôts directs et des taxes y assimilées.

L'import de cet état doit s'élever au montant cumulé de l'état n° 173 provisoire et du dernier état n° 173⁴ des sommes virées au profit de la commune dans le cours de la seconde année de l'exercice.

§ 5. — Par modification au § 12 R. 93, le montant net des états n° 173^{bis} y mentionnés sera viré au Compte Chèques Postaux n° 10 du Crédit Communal, de même que l'import des sommes qui seront ultérieurement mises à la disposition des communes, au moyen des quittances n° 173⁴ prévues aux §§ 76 et 77, R. 3151.

On se conformera pour le surplus au § 11 dernier alinéa et 12 de l'instruction précitée du 19 octobre 1921, n° 2990, tant pour les états n° 173 définitifs que pour les états n° 173^{bis} et 173⁴ susvisés, sauf que l'on s'abstiendra de remettre au receveur communal l'état n° 173 provisoire et l'état 173⁴ visés au § 4, 2^e alinéa, *in fine*, qui précède.

AU NOM DU MINISTRE,

Le Directeur Général :

CH. CLAVIER.

ANNEXE B.

Bruxelles, le 24 novembre 1924.

Monsieur le Directeur, Monsieur l'Inspecteur, Monsieur le Contrôleur,
Monsieur le Receveur des Contributions.

Le § 76 de l'instruction, R. 3151, a prescrit aux comptables de considérer provisoirement comme avances autorisées les quittances N° 173⁴ des sommes versées aux communes à titre d'acomptes sur leur quote-part dans le produit de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

Comme il n'est pas encore possible de prévoir à quelle date pourront être formées les quittances définitives desdites quotes-parts (§ 77 de la dite instruction), que d'autre part, l'accumulation des quittances provisoires est de nature à gonfler le portefeuille des pièces comptables, je vous prie d'inviter les Receveurs de votre province à comprendre dans un seul état N° 173 approprié, l'intégralité des versements effectués jusqu'à ce jour aux communes en matière d'impôts spéciaux. Ces fonctionnaires feront acquitter lesdits états 173 par les administrations communales intéressées, contre remise des quittances provisoires et les porteront en dépense sur l'exercice 1923, dans la comptabilité du mois de novembre courant.

* * *

Il a été décidé, en vue d'éviter des écritures inutiles, que les comptables pourront moyennant accord avec les administrations communales intéressées, s'abstenir de mettre mensuellement à la disposition desdites administrations les quotes-parts et les centimes additionnels auxquels elles ont droit, lorsque le mon-

tant cumulé de ces parts et additionnels est inférieur à 5.000 francs. En aucun cas, il ne pourra y avoir moins d'un versement par trimestre.

Enfin, dans un but de simplification, il est loisible aux receveurs d'arrondir en centaines, voire en milliers de francs, le montant des sommes recouvrées, à mentionner dans les états N° 173 quater ; il en résultera une facilité plus grande pour le calcul des parts et des additionnels communaux.

••

Par modification au § 13, 4^{me} alinéa, R. 93, les contrôleurs adresseront dorénavant le relevé récapitulatif *au Directeur* et non plus à l'Administration centrale,

••

On a posé la question de savoir si des tableaux n° 173^e et 173^e distincts devaient être formés en ce qui concerne les cotisations établies par rappel de droits sur 1923 (circ. du 14 octobre 1924, n° 41,440). La réponse est affirmative, lesdites impositions étant comprises dans un état n° 243 spécial (§ 21, circ. du 20 décembre 1922, n° 16,799).

Au surplus, en vue d'assurer un contrôle efficace, par la Direction, de certains éléments consignés aux dits tableaux, il est expressément recommandé aux comptables de ne pas faire usage de la latitude prévue au renvoi (2), page 2, de la circulaire précitée du 14 octobre dernier, n° 41,440 c. d., et d'annexer à leur état n° 58 la copie *intégrale* des tableaux dont il s'agit.

••

L'Administration rappelle que toutes les créances sur l'exercice 1923 doivent être liquidées avant le 31 décembre prochain (circ. du 6 décembre 1921, n° 36,938 A. G. et 22 juin 1922, n° 41,632 A. G.).

Au nom du Ministre,

Le Directeur Général,

Ch. CLAVIER.

ANNEXE C.

**Liste des travaux d'hygiène terminés n'ayant pas fait l'objet
d'une promesse de subside.**

Numéros.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépense subsidiable.	Observations.
1	Ransart	Distribution d'eau.	14.11.24	608,967	Déc. approuvé.
2	Gosseffes	id.	19.12.24	1,035,594	id.
3	Dinant	Egouts.	»	300,000	Devis.
4	Merxem	Cimetière.	6.1.25	112,225	Décompte entré.
5	Goyer	Agrandissement cimetière.	9.1.25	32,439	»
6	Ferrières	Captage Burnontige.	20.1.25	14,262	Décompte appr.
7	Tamines	Extension distribut. d'eau.	27.1.25	38,953	Décompte entré.
8	Yvoir	Distribution d'eau.	6.2.25	638,438	Décompte appr.
8bis	Meix-dev.-Villon	»	16.2.25	326,929	Décompte entré.
9	Boorsheim	Cimetière.	20.2.25	1,759	id.
10	Audenarde	Egouts, chemin 3.	»	40,550	id.
11	Hoogstraeten	Cimetière, exhaussement.	22.2.25	41,863	id.
12	Ramet-Yvoz	Distribution d'eau.	27.2.25	354,864	Renseign. comm.
13	St-Léonard	Cimetière.	2.3.25	15,018	id.
14	Chanly	Distribution d'eau.	3.3.25	200,000	Décompte entré.
15	Felenne	»	13.3.25	40,307	id.
16	Arbrefontaine	Cimetière.	17.3.25	72,513	Décompte appr.
17	Haine-St-Paul	Egouts, rues Evrard, etc.	26.3.25	389,892	id.
18	Rillaer	Cimetière.	27.3.25	23,756	Décompte entré.
19	Theux	»	30.3.25	49,847	id.
20	Seraing	Egouts, rues Forêt, etc.	»	198,521	Décompte appr.
21	Nobressart	Lavoir couvert.	1.4.25	18,008	»
22	Haine-St-Pierre	Egouts, diverses rues.	8.4.25	885,000	Estimation.
23	Waha	Cimetière Marloie.	18.4.25	65,947	Décompte appr.
24	Bovigny	Cimetière Courtil.	4.5.25	85,986	»
25	Redu	Cimetière.	13.5.25	80,782	Décompte entré.
26	Wihogne	»	»	33,891	»
27	Hautfays	Cimetière.	13.5.25	17,442	Décompte appr.
28	Fontaine l'Evêque	Egouts, chemin 25.	15.5.25	64,706	»
29	Angleur	Egout, rue Renory.	19.5.25	87,055	»
30	Linth	Egouts, chem. 19 et 26.	26.5.25	25,484	Décompte entré.
31	Sleydinghe	Cimetière.	29.5.25	91,114	»
32	Wortegem	»	3.6.25	21,207	»

Numéros.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépense subsidiable.	Observations.
33	Oreye	Puits tubés.	5.6.25	27,297	Décompte entré.
34	Niel	Puits Hellegat.	9.6.25	25,579	»
35	Strijpen	Egouts.	11.6.25	102,388	»
36	Renaix	Egouts, diverses rues.	7.9.25	100,000	»
37	Buysinghen	Puits captant.	16.10.25	17,644	Déc. approuvé.
38	Orgeo	Cimetière.	20.11.35	14,516	»
39	Aywaille.	Distribution d'eau Awan.	8.1.26	42,207	Décompte entré.
40	Hofstade.	Egouts.	22.2.26	40,081	»
41	Rocheftort	Cimetière.	27.7.26	28,080	Renseign. comm.
42	Ruette	»	28.7.26	22,473	»
43	Bleid	»	»	29,884	»
44	Polleur	»	»	50,890	»
45	Bressoux	Egouts Cornillon.	»	52,539	Décompte appr.
46	Namèche, et Marches-les-Dames.	Distribution d'eau.	30.7.26	86,116	»
47	Robelmont	Captage.	31.7.26	29,529	»
48	Grandmenil	Cimetière.	»	53,877	»
49	Elouges	Captage, travaux compl.	2.8.26	350,000	Estimation.
50	Châtillon	Egouts.	11.8.26	32,742	Renseign. comm.
51	Nivelles	Distribution d'eau Cité.	8.10.26	14,398	Décompte appr.
52	Harzé	Distribution d'eau.	22.12.26	58,405	»
53	Seraing	— rue Goffart.	2.4.27	25,600	»
Total.				7,197,564	

Situation au 15 avril 1928.

ANNEXE D.

**Demandes de subsides non suivies de promesses se rapportant à des travaux
d'hygiène non commencés ou en cours d'exécution.**

Numéros.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépenses.	Observations.
1	Brasschaet	Egouts.	5.11.23	230,000	
2	Vilvorde	Egouts, rue du Port.	4.1.24	90,000	
3	Zwijndrecht	Egouts, rue Nouvelle.	7.1.24	203,000	
4	Reckheim	Morgue.	19.1.24	10,700	
5	Gand	Egouts, Waterstraat.	11.3.24	100,000	
6	Welkenraedt	Egouts.	7.4.24	800,000	
7	Wavre	Captage de sources.	29.4.24	118,000	
8	Loonbeek	Puits avec pompe.	»	20,500	
9	Liedekerke	Egouts, Opperstraat.	16.5.24	175,000	
10	On	Distribution d'eau.	20.5.24	90,000	
11	Berchem-Ste-Agathe	Egouts, cité Moderne.	»	1,250,000	
12	Mortsel	Egouts, route Etat.	11.6.24	11,000	
13	Tobize	Extension dis. d'eau.	9.9.24	100,000	
14	Montignies s/S.	Egouts, bassin n° 3.	26.11.24	357,000	
15	Deynze	Agrandiss. cimetière.	3.12.24	14,000	
16	Sougné-Remouchamps	id.	9.12.24	62,000	
17	Lierre	Egouts, cité Zuid-Australie.	25.1.25	200,000	
18	Cornesse	Distribution d'eau.	4.2.25	650,000	
19	Mont s/Marchienne	Egouts, cité Forest.	7.2.25	144,000	en cours.
20	Bressoux	Egouts et distr. d'eau, rue des Ecoles.	16.2.25	63,000	
21	Grand-Halleux	Cimetière.	20.2.25	9,000	
22	Esneux	Cimetière (agrandiss.)	25.3.25	77,000	
23	Trazegnies	Egouts, rue Neuve.	28.3.25	600,000	en cours.
24	Vieux-Genappe	Cimetière.	27.4.25	10,000	
25	Libramont	Extension distr. d'eau.	13.5.25	16,000	
26	Jupille	Cimetière.	15.5.25	219,000	trav. adj.
27	Houyet	Egouts, chemin n° 196.	19.5.25	6,000	
28	Gouy-lez-Piéton	Cimetière.	26.5.25	23,000	
29	Momalle	Cimetière.	29.5.25	102,000	
30	Libramont	id.	11.6.25	60,000	
31	Spa	Captage du champ de Golf.	15.6.25	335,000	
32	Gouffrai	Egouts, av. Jean Breydel.	22.7.25	26,000	
33	Woluwe-St-Pierre	Egouts, diverses rues.	3.11.25	268,000	

Nombres.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépenses.	Observations.
34	Florenville	Distribution d'eau.	5.11.25	81,000	
35	Lierre	Egouts, cité chaussée de Malines.	31.12.25	200,000	
36	Tamines.	Egouts, rue Centrale.	10.2.26	48,000	
37	Tamines.	Cimetière.	5.4.26	69,000	
38	Anderlecht	Egouts, Potacardenberg II.	3.4.26	238,000	
39	Ben Ahin	Distribution d'eau.	29.4.26	2,470,000	
40	Spa	Egouts, av. des Casernes.	10.6.26	96,000	
41	Ath	Egouts, rue du Paradis, etc.	19.7.26	175,000	
42	Buysinghen	Réseau, distribution d'eau.	24.7.26	355,000	adjudés.
43	Sart-en-Fagne	Puits public.	27.7.26	20,000	
44	Aywaille.	Egouts.	28.7.26	39,000	
45	Anthismes	Cimetière.	»	30,000	
46	Ortho	id.	31.7.26	28,000	
47	Rhode-Saint-Genèse	Puits public.	2.8.26	15,000	
48	Romsée	Cimetière.	10.8.26	121,000	en cours.
49	Hodister.	»	16.8.26	23,000	
50	Vilvorde.	Egouts, rue de Terre.	18.8.26	40,000	
51	Mesnil-Saint-Blaise	Distribution d'eau.	18.8.26	40,000	
52	Graide	Réseau, distribution d'eau.	»	677,000	
53	Wervicq.	Egouts.	19.8.26	114,000	
54	Zetrud Lumay	Cimetière.	25.8.26	63,000	
55	Plainevaux	Distribution d'eau.	»	134 000	en cours.
56	Saint-Servais	Egouts.	28.8.26	47,000	
57	Hamme-Mille	Cimetière.	30.8.26	79,000	
58	Grivegnée	Egouts, quartier Péville.	»	295,000	adjudés.
59	Corroy-le-Grand	Cimetière.	»	100,000	
60	Iseghem.	Egouts, Nederweg.	1.9.26	193,000	
61	Gentinnès	Cimetière.	4.9.26	77,000	
62	Dieghem	Egouts.	6.9.26	349,000	
63	Beyne-Heusay	»	»	164,000	
64	Héverlé	»	16.9.26	121,000	
65	Saint-Nicolas (Waes)	»	17.9.26	1,800,000	
66	Hargimont	Distribution d'eau.	»	410,000	
67	Houffalize	»	2.10.26	6,000	en cours.
68	Esneux	»	7.10.26	50,000	

Numéros.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépenses.	Observations.
69	Wegnez	»	8.10.26	1,567,000	
70	Leenw-Saint-Pierre. . .	Egouts, cité Jardin.	11.10.26	960,218	
71	Godinne	Distribution d'eau.	3.2.27	300,000	
72	Hatrival	»	12.4.27	40,000	
73	Burght	Cimetière.	3.5.27	152,000	
74	Sart-lez-Spa	Distribution d'eau.	13.5.27	2,800,000	en cours.
75	Denderleeuw	Puits artésien.	20.5.27	40,000	
76	Watermael-Bo tsfort . .	Egouts, rue du Pré.	24.5.27	150,000	en cours.
77	Andrimont-Bilstain . . .	Distribution d'eau.	1.6.27	850,000	en cours.
78	Eupen	Egouts et distribution d'eau.	8.6.27	105,000	
79	Odeigne	Distribution d'eau.	27.6.27	263,000	
80	Gérouville	Cimetière.	25.7.27	70,000	
81	Courcelles	Distribution d'eau.	31.5.27	1,104,000	
82	Saint-Séverin	Puits avec pompe.	29.7.27	20,000	
83	Lillois-Witterzée . . .	Machines élévatoires.	10.8.27	84,000	
84	Poucet	Cimetière.	13.7.27	17,000	
85	Arlon	Voûtement Semois.	16.9.27	80,000	
86	Flavion	Extens. distribution d'eau.	17.9.27	15,000	
87	Marche	Egout, rue Rochefort.	16.9.27	76,000	
88	Chantemelle	Distribution d'eau.	19.10.27	210,000	
89	Maurage	Cimetière.	21.10.27	38,000	
90	Baudour	Distribution d'eau.	23.11.27	96,000	
91	Robelmont	Réseau distribution d'eau.	30.11.27	292,000	adjudés.
92	Juprelle	Cimetière.	17.11.27	61,000	
93	Tihange	»	»	96,000	
94	Muno	Distrib. d'eau, Grandcourt.	1.12.27	176,000	adjudés.
95	Ruette	Distribution d'eau.	3.12.27	181,000	id.
96	Montignies le Tilleul . .	Cimetière.	23.11.27	320,000	
97	Testelt	Distribution d'eau.	6.1.28	63,000	
98	Lustin	»	2.12.27	273,000	en cours.
99	Torgny	»	16.1.28	177,000	adjudés.
100	Quiévrain	Cimetière.	16.1.28	78,000	
101	Lessines	Egouts.	18.1.28	455,000	
102	Andenne	»	23.1.28	70,000	
103	Mariembourg	Cimetière.	9.2.28	48,000	

Nombres.	Noms des communes.	Nature du travail.	Date de la dépêche.	Dépenses.	Observations.
	Fontenoille	Cimetière.	13.2.28	44,000	
104	Bellevaux-Ligneuville . .	Distribution d'eau.	25.2.28	142,000	
105	Flémalle Haute	Egout rue d'Argent.	15.2.28	77,000	
106	Wesembeek	Cimetière.	23.3.28	190,000	
107	Amay	Egout chemin n° 14.	22.3.28	77,000	
108	Aubel	Egout chemin Teisman.	»	50,000	
109	La Vacherie	Distribution d'eau.	3.4.28	50,000	
110	Auvelais	Egout chemin n° 25.	28.3.28	40,000	
111	Mont-s/Marchienne . . .	Distribution d'eau.	29.3.28	2,537,000	
112	Ans	Egouts.	12.4.28	50,000	
113	Malmédy	»	14.4.28	25,000	
114	Bilsen	Drainage cimetière.	20.4.28	7,000	
115	Houtain-Saint-Siméon . .	Cimetière.	23.4.28	65,000	
116	Namur	Egouts boulevard Omalius.	26.4.28	66,000	
117	Oeudeghien	Cimetière	30.4.28	139,000	
118					
	Total : à la date du 30 avril 1928. . fr.			30,142,200	

ANNEXE E.

BUDGET ORDINAIRE DE 1927.

ARTICLE 38.

Situation au 1^{er} décembre.

Numéro	Nom des Communes	Sommes engagées	Sommes à liquider
1	Marchienne-au-Pont	175,000	100,000 41,939
2	Bisseghem	29,209	29,209
3	Bra-sur-Lienne	25,709	—
4	Renaix	60,780	—
	Arrêté royal du 7 mai 1927	870,690	870,690
5	Marche	226,750	—
6	Boom	32,000	15,624 5,439
7	Warsage	8,000	—
8	Audenarde	60,139	—
9	Marchin	114,111	114,111
10	Kapelleveld	500,000	400,000
11	Court Saint-Étienne	161,266	25,000
12	La Panne	115,699	—
13	Bande	24,052	24,052
14	Calonne	27,419	15,732
15	Saint-Hubert	59,653	59,653
16	La Louvière	31,422	28,595
17	Froidfontaine	5,493	5,493
18	Haine Saint-Paul	43,697	40,252
19	Baeygem	2,110	2,127
20	Iddergem	16,333	12,000
21	Elverdinge	16,666	8,000
22	Iseghem	15,344	15,344
23	Bras	27,995	27,995
24	Furfooz	13,532	13,127
25	Machelen	78,185	78,185
26	Villers-la-Bonne Eau	11,673	11,673
27	Wellin	7,716	7,716
28	Roux	238,333	205,813
		2,998,676	2,157,813
	Reliquat.	1,024	
		3,000,000	

BUDGET ORDINAIRE DE 1927.

ARTICLE 54.

Situation au 1^{er} décembre.

Numéro.	Noms des communes.	Sommes engagées.	Sommes à liquider.
1	Charleroi	16,666	15,371
2	Saventhem	12,036	12,036
3	Bure	2,941	2,941
4	Ôcquier	1,367	1,367
5	Lillois-Witterzée	36,666	36,772
6	Liberchies	15,788	11,429
7	Omezée	3,375	7,004
8	Gosselies	345,199	345,199
9	Trivières	500,000	—
10	Niel	23,333	29,819
11	Wevelghem	27,395	21,809
12	Angleur	25,305	25,305
13	Bois d'Haine	120,000	—
14	Waterloo	42,769	42,769
15	Sinsin	17,009	17,009
16	Ransart	219,267	219,267
17	Gedinne	57,324	57,324
18	Anderlecht	71,333	50,000
19	Tournai	86,513	66,513
20	Woluwe-Saint-Lambert	25,521	25,321
21	Couillet	7,270	—
22	Niel (Asch)	13,768	13,768
23	Genck	70,833	60,000
24	Engls	30,000	27,933
25	Zeie	14,383	13,192
26	Court-Saint-Etienne	21,990	18,000
27	Pâturages	20,588	20,588
28	Malines	88,289	88,289
29	Grandville	15,333	12,000
30	Nieuwerkerken	36,000	10,000
		1,968,231	1,251,225
	Reliquat	31,719	
		2,000,000	

ANNEXE F.

Sommes restant à liquider en vertu d'engagements pris en faveur de travaux
d'hygiène terminés ou en cours.

Province d'Anvers.

		Subsides.	Observations.
Capellen	Egouts	19,865	estimation.
Boom	— Boschstraat	2,150	—
—	— Peerds gat	31,322	décompte approuvé.
—	Distribution d'eau	10,937	estimation.
		64,274	

Province de Brabant.

Evere	Cimetière	67,497	estimation.
Jette-Saint-Pierre	Egouts	101,920	—
Court-Saint-Etienne	—	1,396	décompte.
Hougaerde	Cimetière	43,110	estimation.
—	Egouts	10,000	—
Lembecq	Cimetière	40,333	—
Duysbourg	—	1,000	—
Jodoigne	—	4,136	décompte.
Vilvorde	Egouts	40,220	—
Hal	—	16,008	estimation.
Strombeek-Bever	—	23,778	décompte.
Anderlecht	— Potaerdenberg I	21,333	estimation.
Kapelleveld	Egouts	621	décompte.
Court-Saint-Etienne	—	136,266	estimation.
Diest	Distribution d'eau	27,000	—
		534,618	

Flandre Occidentale.

Knocke-sur-Mer	Egouts et distrib. d'eau	700,000	estimation.
Blankenberghe	—	6,666	—
Comines	Egouts	21,424	—
La Panne	Château d'eau	115,000	—
Elverdinghe	Egouts	6,039	décompte.
		849,829	

Flandre Orientale.

Idergem	Cimetière	3,424	décompte approuvé.
Gentbrugge	Egouts	15,000	estimation.
St-Denis-Westrem	Cimetière	3,866	—
Nieuwerkerken	—	9,518	décompte.
Renaix	Lazaret intercommunal	60,780	estimation.
Audenarde	—	60,139	—
		152,727	

Hainaut.

Wanfercée-Baulet	Cimetière	11,610	estimation.
Binche	Egouts	9,700	—
Houdeng-Aimeries	Cimetière	12,552	—
Vellerelle-les-Brayeux	—	4,623	décompte.
Marcinelle	Egouts	175,000	estimation.
Havré	Cimetière	45,131	—
Aiseau	—	10,476	—
Damprémy	—	7,386	—

		Subsides	Observations
Flénu	Egouts .	12,066	—
Farciennes		10,000	—
Froidchapelle	Cimetière	15,000	estimation.
Villers-Perwin	—	9,610	décompte.
Chappelle-à-Wattines	—	15,766	estimation.
Gouy-lez-Piéton	Egouts	30,000	—
Noirchain	Cimetière	5,999	—
Trivières	Distribution d'eau	500,000	—
Bois-d'Haine	Egouts	120,000	—
Tournai	—	20,000	retenue.
Couillet	—	7,270	estimation.
Marchienne-au-Pont	—	20,000	retenue.
Roux	—	50,000	décompte.
		1,092,498	

Liège.

Spa	Casino	93,934	décompte.
Chênée	Egouts	10,000	estimation.
Sart-lez-Spa	Captage	16,142	décompte.
Dison	Egouts; av. du Foyer	49,848	—
Grandville	Puits publics	3,333	estimation.
Bra-s/-Lienne	Cimetière	25,709	—
Warsage	Distr. d'eau; mach.	8,000	—
		206,966	

Limbourg.

Hasselt	Egouts	13,123	estimation.
Opoeteren	Puits publics	2,123	décompte.
Cortesse	Cimetière	4,576	estimation.
Saint-Trond	Egouts et distr. d'eau	20,000	—
Bilsen	Puits publics	1,150	décompte.
Genck	Cimetière	10,853	estimation.
		50,825	

Luxembourg.

Barvaux-sur-Ourthe	Captage	1,522	estimation.
Chiny	Pompes	1,648	—
Mabompré	Fontaine	1,584	—
Neufchâteau	Distribution d'eau	30,000	—
Champlon	—	22,000	—
Marche	—	226,750	—
		283,504	

Namur.

Florennes	Cimetière	2,845	décompte.
Audenne	Distribution d'eau	9,027	estimation.
Clermont	—	2,942	—
Gembloux	—	183,569	décompte.
Graide	—	2,416	estimation.
Franière	—	61,379	—
Namur	Egouts	12,900	—
		275,568	

Total général : à la date du 15 avril 1928 3,510,509

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MEI 1928.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid VOOR HET DIENSTJAAR 1928 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het Begrotingsontwerp voor het dienstjaar 1928, reeds door den Senaat goedgekeurd, kreeg bij het onderzoek in de afdeelingen : 68 stemmen voor, 30 tegen, 2 onthoudingen.

De leden uwer Bijzondere Commissie hebben verhooving noch vermindering voorgesteld in de door den Senaat toegekende credieten.

Uw verslaggever werd aangezocht sommige vragen tot de Regeering te richten en de daarop ingekomen antwoorden bekend te maken.

EERSTE VRAAG.

Organieke wetgeving voor provinciën en gemeenten.

Meent de Regeering niet dat het oogenblik gekomen is om aan het Parlement voor te stellen dat de gemeenteraden — indien zij daartoe nadrukkelijk den wensch uitdrukken — vooraf zullen worden gehoord, wanneer de Bestendige Deputatiën eene gemeentelijke beslissing meenen te moeten afkeuren ?

(1) Begrooting, door den Senaat overgemaakt, n° 4^{VI}.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit :

1° de leden van de Commissie voor de Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid : de heeren Lemonnier, voorzitter; Amelot, Bouchery, Claes, Cnudde, de Liedekerke, Drion, Max, Merlot, Pussemier, Rombauts, Schaetzen, Siffer, Souplit, Van Belle, Vandeveld (J.)

2° uit zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren Amelot, Van Belle, Schaetzen, Huysmans, De Windt, De Keersmaecker.

ANTWOORD.

De Bestendige Deputatiën hebben niet het recht de beslissingen der gemeenteraden ongeldig te maken, noch te wijzigen. Zij keuren deze beslissingen goed of af; en vermits zij, om met kennis van zaken te kunnen oordeelen, al de vereischte beoordeelingsfactoren moeten bezitten, kunnen zij niet nalaten de betrokken gemeenteraden te hooren, wanneer deze het vragen, alvorens eene beslissing te nemen.

De wetgever schijnt dus niet aangewezen om in deze op te treden.

2^{de} VRAAG.

Fiskale wetten voor provincie en gemeente.

Kan de Regeering aan de Commissie kennis geven van de onderrichtingen to afsluiting van de termijnen binnen dewelke de ontvangers der rechtstreeksche belastingen aan het Gemeentecrediet het aandeel moeten overmaken, dat aan de gemeenten toekomt van de geïnde belastingen?

Waarom wordt het aandeel dat uit de belastingen aan de gemeenten toekomt, zoo laatstijdig aan het Gemeentecrediet overgemaakt?

ANTWOORD.

De omzendbrieven van 17 Februari 1923 en 24 November 1924, n° 20286 en 42050 (vermeld in de Bijlagen A en B van het verslag), betreffen de giro-verrichtingen, bij het Gemeentecrediet, van de sommen uit de opbrengst der cedulaire belastingen aan de gemeenten toegekend.

Was er eertijds vertraging in de storting dezer sommen aan de betrokken gemeenten, dan kwam dit voort uit de bezwaren en tekort aan personeel, waardoor de regelmatige aanslag der belastingen op het inkomen werd belemmerd. Deze vertraging verdwijnt van lieverlede en zal ongetwijfeld bij het komende dienstjaar niet meer bestaan. Wat er ook van zij, het bestuur der belastingen houdt op bijzondere wijze de hand aan het regelmatig innen der belastingen en dezer overmaking aan de provinciën en de gemeenten. Dit bestuur laat geene enkele gelegenheid onverlet om de rekenplichtigen te herinneren aan hun ambt en neemt, overigens, telkens maatregelen wanneer ongunstige omstandigheden zijn vastgesteld of te zijner kennis gebracht.

Aldus kregen, bij den omzendbrief van 30 December j. l., n° 35,044 van het Bulletin van het Ministerie van Financiën, de buitendiensten nauwkeurige onderrichtingen tot het dadelijk opmaken der rollen van de grondbelasting voor 1928; op 30 April j. l., hadden de directeurs der belastingen reeds de grondbelastingrollen uitvoerbaar gemaakt tot beloop van meer dan 70,000,000 frank tegenover 7,000,000 frank op 30 April 1927.

3^{de} VRAAG.

Is het juist dat de vergoeding door de gemeenten aan den Staat uitgekeerd tot bestrijding der inningskosten van de belasting, nog grooter is dan die welke kan worden vereischt, vermits de ontvangsten die uit dien hoofde door den Staat worden opgetrokken, grooter zouden zijn dan de uitgaven welke vereischt worden door de vereffening der aan de ontvangers der belastingen toegekende wedden?

ANTWOORD :

De uitgaven veroorzaakt door de inning der belastingen worden geenszins beperkt door de aan de ontvangers der belastingen toegekende wedden; de inningskosten moeten insgelijks bevatten de uitgaven van *welkdanig* organisme ook van de rechtstreeksche belastingen en het kadaster; nu, volgens de inlichtingen gewzkken uit de ramingen van ontvangsten en uitgaven der Begrooting van s'Lands Middelen, der Begrooting van Financiën voor 1928, bedragen de inningskosten juist 3,225 t. h. voor de rechtstreeksche belastingen in haar geheel genomen.

Bij Koninklijk besluit van 20 December 1927, werd dit bedrag op 3,50 t. h. gesteld, omdat men de gevolgen van de perequatie der wedden niet juist kon schatten.

4^{de} VRAAG.

Aan de belastingplichtigen die laattijdig hunne belasting vereffenen wordt de betaling van een interest opgelegd; anderzijds, omvat de aanslag een provinciaal en een gemeentelijk gedeelte. Is de Regeering niet van gevoelen dat de opbrengst van den betaalden interest moet omgeslagen worden over den Staat, de provinciën en de gemeenten?

ANTWOORD.

Artikel 59, paragraaf 2 der Samengeoördende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, voorziet dat een gedeelte van de achterstallige rente wordt toegekend aan de provincie en aan de gemeente der plaats van den aanslag. (Art. 1. Wet van 17 Maart 1925.)

De omslag geschiedt jaarlijks, in evenredigheid met de verhouding die voor iedere provincie of voor iedere gemeente bestaat tussehen het onderscheidenlijk bedrag der provinciale of gemeentelijke belastingen; geïnd door de Staatsontvangers en het gezamenlijk bedrag der inning in zake van rechtstreeksche belastingen.

5^{de} VRAAG.

Waarom verleent de Staat niet, telkenmale hij daartoe eene regelmatige aanvraag krijgt, machtiging tot het vestigen van taxes waarvan de inning principieel toegelaten is? Zoo gebeurde het dat taxes op de danszalen werden toegelaten in eene gemeente en niet in eene andere.

ANTWOORD.

Telkens wanneer aan het Ministerie een fiscaal ontwerp wordt voorgelegd, strekkende tot het vestigen van eene gemeentelijke of provinciale taxe, waarvan het principe aangenomen is, lokt het Departement de goedkeuring uit; het moet echter wel verstaan zijn:

1^o dat de belasting door begrootingsnoodzakelijkheid gerechtvaardigd zij;

2^o dat de fiskale regeling gevestigd zij volgens de regelen aangenomen door de rechtspraak van het Ministerie en dat het beloop der belasting niet een overdreven last zij voor den aangeslagene.

Zoo dus de inning van eene taxe op de danszalen gemachtigd werd voor eene

gemeente en afgewezen voor eene andere, dan is het omdat de fiskale regeling door de tweede voorgesteld, niet onder dezelfde voorwaarden werd opgemaakt of omdat de toestand der begrooting van de gemeente het niet noodzakelijk maakte beroep te doen op dezen belastingsgrond.

6^{de} VRAAG.

Hoe komt het dat, ondanks het bekendmaken van den omzendbrief van 1 Juni 1927 betreffende de « nijverheidstaxes », de goedkeuring dezer taxes nog zooveel vertraging ondergaat ?

ANTWOORD.

Het Departement gaat met den wenschelijken spoed te werk, wanneer het geldt de « nijverheidstaxes » goed te keuren ; doch, ondanks de onderrichtingen van 1 Juni 1927, moeten vele fiskale ontwerpen grondig onderzocht worden, hetzij ten aanzien van de uitwerking die zij kunnen hebben op de nijverheid, hetzij ten aanzien van de begrootingsbehoeften van de gemeente.

De nadelen waarvan sprake zouden zich niet voordoen, zoo de plaatselijke besturen er zorg voor droegen hunne ontwerpen in te dienen bij den aanvang van het jaar, zooals hun dit herhaaldelijk aanbevolen werd.

7^{de} VRAAG.

Verblijf van buitenlanders in het Rijk.

Zou de Minister van Binnenlandsche Zaken kunnen zeggen of hij niet zinnens is, met den Minister van Justitie, maatregelen te nemen om te verhinderen dat het scheepvaartpersoneel (zeelieden, stokers, enz.), dat ontslagen wordt te Antwerpen door de kapiteins van schepen die uit het buitenland aankomen, niet in België verblijven wanneer het geen regelmatige reispassen kan vertoonen of wanneer het niet het bewijs kan leveren dat het, na de afdanking, eene bezoldigde bezigheid zal bekomen ?

Het afdanken van zeelieden, aankomende per schip uit Marseille, Rotterdam en Hamburg wordt geregeld.

Het gemeentebestuur alsmede de scheepvaartverenigingen te Antwerpen, hebben de invoering gevraagd van regelingen overeenkomende met die welke toegepast worden in het buitenland.

Is de Regeering niet van gevoelen, dat zij moet ingrijpen, vermits het gebied van de Antwerpsche agglomeratie zich over onderscheidene gemeenten uitstrekt ?

ANTWOORD.

De tekst van de vraag werd door mijn Departement overgemaakt aan den Minister van Justitie die antwoord zal geven.

De Minister van Justitie had zijn antwoord niet laten geworden op het oogenblik dat het verslag werd neergelegt op het bureel der Kamer.

Dit antwoord zal bekendgemaakt worden zoodra het in het bezit van uw verslaggever zal zijn.

Deze laatste heeft gevraagd dat het hem gezonden worde, vóór dat de bespreking van het begrootingsontwerp op de Kameragenda wordt gebracht.

8^{ste} VRAAG.**De strijd tegen de verspreiding der geslachtsziekten.**

Heeft de aanwezigheid, in België, van talrijke buitenlandsche werklieden (Polen, Russen, Italianen, Algerijnen, Marokkanen) niet, in 1926 en 1927, aanleiding gegeven tot eene werkelijke verhooging van het getal syphilislijders?

Zou de werkzaamheid der verplegingscentra voor geslachtsziekten niet moeten aangemoedigd worden, zooals dit het geval was na den wapenstilstand?

ANTWOORD.

1° Uit onderzoeken, ondernomen door de volksgezondheidsoepzieners van den Staat, blijkt dat de aanwezigheid in België, van talrijke buitenlandsche werklieden, niet aanleiding gaf, in 1926 en 1927, tot eene verhooging van het getal syphilislijders;

2° De verbetering van den toestand onder opzicht van syphilisbestrijding is zoodanig dat het Departement de bestrijdingsmiddelen die het had ondernomen, heeft moeten beperken.

Nochtans gaan de verplegingshuizen voort dezelfde voordeelen te genieten als vroeger.

9^e VRAAG.**Hygiënische werken.**

Kan de Minister aan de Commissie een tabel mededeelen met opgave van :

a) het getal en de omstandige aanduiding van de hygiënische werken voor dewelke de steden en de gemeenten aanvragen tot toelagen hebben ingediend;

b) de aanvragen waaraan gevolg werd gegeven door het verleenen van eene toelage;

c) het bedrag van de toelagen die aan de steden en de gemeenten, waarvan de aanvragen werden aangenomen, werden verleend;

d) het bedrag van het crediet waarover het Departement zou moeten beschikken om toelagen te verleenen voor de werken die onmiddellijk kunnen uitgevoerd worden?

Denkt het Departement niet dat de uitvoering van de hygiënische werken zou bevorderd worden, zoo er formeel werd beslist dat de uitbetaling van de toelagen zich zal uitstrekken, volgens hunne belangrijkheid, over verschillende begrotingsjaren, wanneer een belangrijker crediet, dan het crediet voorzien op de begrooting van 1928, jaarlijks op de begrooting wordt gebracht, bij voorbeeld : uitbetaling in een jaar van de toelagen van minder dan 50,000 frank; twee jaar, toelagen van 50,000 tot 100,000 frank; drie jaar : toelagen van 100,000 tot 300,000 frank, enz.?

ANTWOORD.

a) Getal en omstandige opgave van de hygiënische werken voor dewelke de steden en de gemeenten aanvragen tot toelagen, hebben ingediend.

Aanvragen tot toelagen waaraan niet werd voldaan :

Tabel I (Bijlage C van het Verslag). Voltooide werken . . . fr. 7,197,564

Tabel II (Bijlage D van het Verslag). Niet begonnen of in uitvoering zijnde werken fr. 30,142,200

Fr. 37,339,764

b) en c) Aanvragen waaraan gevolg werd gegeven door het verleenen van eene toelage en bedrag van de verleende toelagen.

ANTWOORD.

In 1927, (Tabel III Bijlage E van het Verslag). Verleende toelagen : 3 miljoen 408,994 frank.

In 1928 :	Deurne fr.	66,666
	Pâturages	70,793
	Dison.	28,029
	Boom.	90,000
	Saventhem	88,688
	Fr.	344,176

d) Bedrag van het crediet waarover het Departement zou moeten kunnen beschikken om de toelagen te verleenen voor de werken die onmiddellijk kunnen uitgevoerd worden.

ANTWOORD.

Men moet er rekening mee houden dat aan sommige verbintenissen, door het Departement aangegaan in zake toelagen, nog nietgeheel werd voldaan door het feit dat de hygiënische werken, voor dewelke zij bedoeld zijn, thans nog niet voltooid zijn, of dat de algemeene rekening van die werken nog niet werd onderworpen aan de goedkeuring van het Departement, Tabel IV (zie bijlage aan het slot van het verslag) geeft de lijst op van deze werken : de nog uit te betalen toelagen belopen tot de som van 3,510,509 frank.

Onder de hygiënische werken die in aanmerking komen voor het verkrijgen van eene toelage, moet men eerst en vooral vermelden deze welke voorkomen in tabel I, namelijk de thans voltooide hygiënische werken waarvan het ontwerp werd goedgekeurd met de vermelding dat de aanvraag tot toelage naderhand zou onderzocht worden. Het geheele bedrag van de aan deze categorie werken toe te kennen tegemoetkomingen is ongeveer $7,197,564 : 3 = 2,399,188$ frank.

Wat betreft de werken die onmiddellijk zouden kunnen uitgevoerd worden, zou een crediet van 3 miljoen frank toelaten aan de meest dringende vragen te voldoen.

Dus zou het gezamenlijk bedrag van de noodige credieten ongeveer zijn : $3,510,509 + 2,399,188 + 3,000,000 = 7,909,697$, hetzij 8 miljoen frank.

Een proef met het stelsel van uitkeering der toelagen bij jaarlijksche voorschotten, werd door het Departement gedaan in 1925. Men heeft dit stelsel moeten opgeven. Het schonk geen voldoening aan de gemeenten en het bezwaarde, op slot van rekening, zeer erg de nakomende begrootingen.

10^{de} VRAAG.

Waarom geeft de Reggering, in de mijnstreek van het land, geen toelagen voor het aanleggen van riolen, wanneer deze in gewapend beton zijn gebouwd?

ANTWOORD.

In de streken die aan mijnverzakkingen onderhevig zijn, moet men de riolen in metselwerk verkiezen boven de riolen in gewapend beton. Voor de eerste,

veroorzaken de verzakkingen enkel goed afgeteekende en gelokaliseerde breuken, terwijl voor de werken in gewapend beton de beschadiging soms over zeer aanzienlijke lengte van de kanalisering loopt, en gepaard gaat met een echte uiteenbreking van het beton met afrukking van de bewapening die allen weerstand aan de buizen ontnemt.

11^{de} VRAAG.

Waarom weigert de Regeering toelage te verleen voor het bouwen van kerkhofmuren in gewapend beton?

ANTWOORD.

Het gebruik van vakken en schoren in gewapend beton geeft den indruk van een voorloopig bouwwerk en schenkt geene voldoende waarborgen van stevigheid en duurzaamheid.

12^{de} VRAAG.

Werken der Kindsheid.

Over welk crediet zou men moeten beschikken om de premiën te kunnen herstellen, welke vroeger aan de moeders en aan de kinderen werden toegekend voor de zuigelingen-raadplegingen?

Heeft de kindersterfte, sinds het afschaffen dier premiën, niet toegenomen?

Op welke wijze wordt de verdeling van de nog verleende stiptheidspremiën door de Inspectiediensten van het Nationaal Werk gecontroleerd?

Houdt het Werk genoegzaam rekening met den vermogenstoestand der ouders, bij het toekennen dezer premiën?

ANTWOORD.

a) Het Nationaal Werk der Kindsheid, over dit punt geraadpleegd, laat weten dat ongeveer een som van 1,300,000 frank zou noodzakelijk zijn. Deze som vertegenwoordigt het aandeel van den Staat. De provinciën en de gemeenten zouden een crediet moeten uittrekken gelijk aan de helft van vorenvermeld bedrag; hetgeen overeenkomt met te zeggen, dat het herstellen der premiën ten bate van de door het Werk ingerichte raadplegingen voor zuigelingen, voor de openbare machten, een minimum last van 2,600,000 frank zou uitmaken.

Terloops zij opgemerkt, dat deze wijze van aanmoediging door het Hooger Medisch Comitéit veroordeeld is geworden. De Hooge Raad van de Werken der Kindsheid deelt die gedachten en heeft de geleidelijke afschaffing der premiën beslist. In beginsel, werd — voorloopig en tot einde 1927 — een premie behouden van één frank per vertooning, ten bate van de kinderen beneden den leeftijd van één jaar.

Zoo het onloochenbaar is dat de afschaffing der premiën voor sommige werken zeer nadeelig is geweest, heeft, daarentegen, deze maatregel — in vele andere gevallen — den geneeskundigen aard verscherpt, welke een goed ingerichte zuigelingenraadpleging moet kenmerken. Dit is voorwaar een belangrijke uitslag. Het is de goede kindergeneesheer welke den bijval van het Werk verzekert, zonder dat men zijn toevlucht moet nemen tot aan zijn domein vreemde middelen. Hij leert aan de moeders van ter raadpleging te komen, niet om wille der stoffelijke premie, maar wel om de raadgevingen die haar niet gespaard worden.

b) Zooals hierboven wordt vastgesteld, werden de uitkeeringen der premien slechts afgeschaft vanaf 1 Januari van dit jaar. Het is dus voorbarig, van nu af reeds, de gevolgen van dezen maatregel op de kindersterfte te willen ramen.

Er moet eerst nog wat tijd verlopen.

c) De inspectie-dienst van het Nationaal Werk der kindsheid begeeft zich op gezette tijden ten zetel van de gesubsidieerde werken, ten einde dezer boekhouding na te zien, alsmede de juistheid na te gaan van de inlichtingen die op de subsidie-aanvragen voorkomen.

Hij vergewist zich over de werkelijkheid van het getal in de boeken geschreven aanwezigheden en waakt er over dat rekening wordt gehouden met de uitgebrachte opmerkingen ten gevolge van de vorige inspecties.

d) Thans zijn nog alleen de aankomende moeders die een premie trekken van 5 frank voor elk volledige onderzoek op de raadplegingen vóór de geboorte. Steeds wordt rekening gehouden met den vermogenstoestand der verkrijgers, voor het toekennen der premien; en een inkomsten-barema is regelmatig aan de Werken medegedeeld geworden, om dezelve toe te laten de premien slechts te verstrekken aan die er recht op hebben.

13^{de} VRAAG.

Drinkwater-bedeeling.

Er werd bevonden dat de zwervende electrische stroomingen welke voortkomen van de geëlectrificeerde trams of spoortreinen, zeer gemakkelijk de geleidingen volgen, aangelegd door de waterbedeelingsdiensten en spoedig deze geleidingen beschadigen, om 't even of zij in staal, gietijzer of gewapend beton gebouwd zijn.

In 1927, hebben deze stroomingen de geleidingen aangetast van de Néblon-waterbedeeling en hebben de geleiding vernield van de waterbedeeling gelegen nabij de Electrische Centrale welke de lijn Bergen-Boussu bedient. De Commissie is er mede bekend dat de watergeleidingen van de Brusselsche agglomeratie door dezelfde stroomingen zijn aangetast geworden.

De electrificatie der trams neemt gestadig toe, terwijl veel kostende waterbedelingen zoo wat overal aangelegd worden; denkt, dienvolgens, de heer Minister niet dat, om aanzienlijke kapitaalsverliezen te voorkomen en, vooral, om de werking der waterbedeelingsdiensten te verzekeren, hij zich dadelijk met zijn Collega van Landbouw zou dienen te verstaan om eene weinig talrijke Commissie van Vakmannen te benoemen, die aan de exploitanten of de gebruikers van electrische kracht de maatregelen zou moeten voorschrijven om de verspreiding der zwervende stroomingen te verijdelen?

ANTWOORD.

Door het Departement werd een Commissie van Vakmannen samengesteld, welke de te nemen maatregelen zal opsporen om — te zamen met de zwervende stroomingen — de daaraan verbonden gevaren te ontzenuwen, voor wat betreft de bewaring der ondergrondse metalen geleidingen, inzonderheid die der waterbedeeling.

In bijkomende orde, zal de Commissie nagaan welke maatregelen moeten genomen worden om de electrische geleidbaarheid der water-en gasgeleidingen te verminderen.

14^{de} VRAAG.**Signalisatie langsheen de wegen.**

Zou de heer Minister niet aan de steden en andere gemeenten kunnen aanbevelen van op de wegen, aan de grens van hun grondgebied, bordjes te doen aanbrengen om den weggebruiker den naam te melden van de gemeente die hij betreedt?

De « signalisatie » wordt zeer dringend vereischt door de aanzienlijke uitbreiding welke het verkeer op de wegen heeft genomen.

Mocht de heer Minister de lamelendigheid van sommige gemeentebesturen duchten, zou hij dan niet, te zamen met zijn Collega van Landbouw en Openbare Werken, kunnen bekomen dat, b. v., de automobiel-vereenigingen en de touring-clubs zich niet de signalisatie belasten?

De Commissie meent te weten dat de werking van dergelijke clubs, in Frankrijk en in Holland, afdoende is geweest.

ANTWOORD.

De vraag behoort inzonderheid tot de bevoegdheid van den Minister van Openbare Werken.

Ik zal mij gewillig ten dienste stellen van mijn achtbaren Collega, bijaldien mijn medewerking hem mocht noodzakelijk zijn om de « signalisatie » te verwezenlijken, waarbij de weggebruikers belang hebben.

* * *

De meerderheid van uwe bijzondere Commissie heeft beslist U voor te stellen de onderhavige begroeting goed te keuren.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

MAURICE LEMONNIER.



BULAGE A.

Brussel, 17 Februari 1923.

Aan den heer Bestuurder der Belastingen, te

HEER BESTUURDER.

Met het doel namelijk aan de gemeenten toe te laten de dekking van zekere gewone uitgaven te verzekeren, in afwachting van de vereffening van haar aandeel in de opbrengst der belastingen, is het Gemeentecrediet van België er toe bereid credietopeningen, gewaarborgd door gemelde aandeelen, toe te staan aan de gemeentebesturen welke hem daartoe een aanzoek zouden doen.

Daar dit initiatief van aard is om het financieel beheer der gemeenten te vergemakkelijken, heb ik, in overleg met het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, besloten dat het Beheer der Belastingen zijne medewerking tot het uitvoeren der beoogde maatregelen zal verleen.

De volgende bepalingen — welke de onderrichting van 19 October 1921, n° 2990 aanvullen of wijzigen — moeten te dien einde nageleefd worden.

§ 1. — Zoodra de staat n° 173¹ opgemaakt is en, in ieder geval, vóór den 25ⁿ van elke maand, schrijven de ontvangers op de postcheckrekening n° 10 van het Gemeentecrediet het *totaal* bedrag over der zuivere sommen aan de gemeenten toegekend in de opbrengst der maandelijksche inningen, zonder na te gaan of de gemeenten al dan niet recht van indeplaatsstelling hebben verleend aan voormelde inrichting, welke alleen verantwoordelijk is, zoowel jegens het Beheer der belastingen als jegens de gemeenten, voor de aan de overgeschreven sommen gegeven bestemming.

§ 2. — Daar de onderverdeling van den staat n° 173¹ voorzien bij het 2^e lid van § 2 der aanschrijving van 19 October 1921, n° 2990 (sommen onderscheidenlijk betaald aan het Gemeentecrediet en aan de gemeenten) geen belang meer biedt van het oogenblik af dat het Gemeentecrediet rekenplichtig wordt voor *al* de sommen aan de gemeenten toekomende in de opbrengst der belastingen, worden de ontvangers er van ontslagen nog het voorschrift waarvan sprake na te leven; daaruit volgt dat, wat betreft de gemeenten welke vroeger recht van indeplaatsstelling verleenden, de tijdens de loopende maand Februari op te maken staat n° 173¹ het *geheel zuiver bedrag* moet behelzen van het aandeel dat haar toekomt en dat de ten bate van het Gemeentecrediet over te schrijven som zal bepaald worden door dit bedrag te verminderen met het totaal beloop van den laatsten staat n° 173¹ (som rechtstreeks gestort aan de gemeenten en som overgeschreven ten bate van het Gemeentecrediet).

Het hoeft geen betoog, dat de staten N° 173¹ voort per dienstjaar moeten opgemaakt worden; anderdeels, geldt de kennisgeving van debiteering, aan den rekenplichtige door het Beheer der Postchecks verstrekt voorloopig als quitantie en wordt zij tot staving der staten N° 173¹ bewaard.

§ 3. — In de eerste dagen van Januari van het tweede dienstjaar, maken de ontvangers der belastingen een *voorloopigen* staat N° 173 op waarvan het beloop moet overeenstemmen met het bedrag der overschrijvingen, ten bate van elke gemeente gedaan gedurende het vorig jaar; een afschrift van gemelden

staat wordt toegezonden aan den gemeenteontvanger, ten einde hem het nazien daarvan toe te laten door middel van de kennisgevingen van crediteering welke na elke overschrijving door het Gemeentecrediet worden overgemaakt.

§ 4. — In den loop der maand Januari welke op het sluiten van het dienstjaar volgt, maken de ontvangers der belastingen, in dubbel afschrift, den definitieven staat N^o 173 op der *zuivere* sommen aan de gemeenten toekomende ten titel van aandeel en van opcentiemen, in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen en der daarmede gelijkgestelde taxes.

Het bedrag van dien staat moet het samengevoegd bedrag bereiken van den voorloopigen staat N^o 173 en van den laatsten staat N^o 173¹, der sommen ten bate der gemeente in den loop van het tweede dienstjaar overgeschreven.

§ 5. — Met wijziging in § 12, N^o 93 moet het zuiver bedrag der daarin vermelde staten N^o 173^{bis} overgeschreven worden op de Postcheekrekening N^o 10 van het Gemeentecrediet, zoomede het beloop der sommen welke later door middel van de in §§ 76 en 77, V. 3151 voorziene kwijtschriften ter beschikking der gemeenten zullen gesteld worden.

Voor 't overige leeft men de §§ 11, laatste lid en 12 der gemelde onderrichting van 19 October 1921, N^o 2990, na, zoowel voor de definitieve staten N^o 173 als voor de hoogerbedoelde staten N^o 173^{bis} en 173¹, behoudens dat men nalaat aan den gemeenteontvanger den voorloopigen staat N^o 173 en den bij bovenstaande § 4, 2^o lid, *in fine* bedoelden staat 173¹ te overhandigen.

Namens den Minister :

De Algemeene Bestuurder,

CH. CLAVIER.

BIJLAGE B.

Brussel, 24 November 1924.

Heer Bestuurder, Heer Opziener, Heer Toeziener, Heer Ontvanger
der belastingen,

De § 76 der onderrichting V. 3151, heeft aan de rekenplichtigen voorgescreven voorloopig als geoorloofde voorschotten te beschouwen de kwijtschriften n^o 173¹ der sommen gestort aan de gemeenten ten titel van voorschotten op hun aandeel in de opbrengst der bijzondere belasting op de oorlogswinsten.

Daar het nog niet mogelijk is te voorzien op welken datum de definitieve kwijtschriften voor gemelde aandeelen zullen kunnen opgemaakt worden (§ 77 van gezegde onderrichting), en, anderdeels, de ophooping van voorloopige kwijtschriften van aard is om de portefeuille van de rekenplichtige stukken te doen aanzwellen, verzoek ik U de ontvangers uwer provincie uit te noodigen in een enkelen daartoe geschikt gemaakten staat n^o 173 de algeheelheid op te nemen van de stortingen welke tot op heden in zake bijzondere belastingen aan de gemeenten gedaan werden. Die ambtenaren zullen gemelde staten n^o 173 door de betrokken gemeentebesturen voor kwijting doen onderteekenen tegen afgifte

van de voorloopige kwijtschriften, en zullen ze in uitgave brengen op het dienstjaar 1923, in de comptabiliteit van de loopende maand November.

Ten einde nuttelooze geschriften te vermijden, werd beslist dat, mits overeenkomst met de betrokken gemeentebesturen, de rekenplichtigen mogen nalaten de aandeelen en de opcentiemen, waarop gemelde besturen recht hebben, maandelijks te hunner beschikking te stellen, indien het gezamenlijk bedrag van die aandeelen en opcentiemen geringer is dan 5,000 frank. In geen geval mag er minder dan eene storting per kwartaal gedaan worden.

Ten slotte staat het, eenvoudigheidshalve, den rekenplichtigen vrij het op de staten n° 173^{quater} aan te duiden bedrag van de geïnde sommen af te ronden tot de honderden en zelfs tot de duizenden frank; daaruit zal een grooter gemak voortvloeien voor het berekenen der gemeentelijke aandeelen en opcentiemen.

* * *

Met wijziging in § 13, 4^e lid, V, 93, zullen de toezieners voortaan de samenvattende opgave aan den *Bestuurder* en niet meer aan het Middenbeheer toezenden.

* . *

De vraag werd gesteld of afzonderlijke tabellen n° 173^s en 173^e dienen opge maakt wat betreft de bij navordering van rechten over 1923 gevestigde aanslagen (aanschrijving van 14 October 1724), n° 41.440. Het antwoord luidt bevestigend (daar die aanslagen in een bijzonderen staat n° 243 opgenomen worden (§ 21, aanschrijving van 28 December 1922, n° 16.799).

Om, ten andere, een doeltreffend toezicht, door het Bestuur, van sommige op bedoelde tabellen vermelde gegevens te verzekeren, wordt nadrukkelijk aan de rekenplichtigen aanbevolen geen gebruik te maken van de bevoegdheid voorzien bij verzending (2), bl. 2, van voornoemde aanschrijving van 14 October, l.l., n° 41440 r. b. en aan hunnen staat n° 58 een *algeheel* afschrift van de tabellen waarvan sprake toe te voegen.

Het Beheer herinnert er aan, dat al de schuldvorderingen op het dienstjaar 1923 vóór 31 December aanstaande moeten verevend zijn (aanschrijvingen van 6 December 1921, n° 36.938 A. Z. en 22 Juni 1922, n° 41.632 A. Z).

Namens den Minister :

De Algemeene Bestuurder,

Ch. CLAVIER.

**Lijst des voltooide gezondheidswerken waartoe geene toelagen
waren beloofd.**

Nummers.	Naam der Gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van het schrijven.	Voor toelage vatbare uitgaven	Aanmerkingen.
1	Ransart	Waterleiding.	14.11.24	608,967	Goedgekeurde afrekening.
2	Gosselies	id.	19.12.24	1,035,594	id.
3	Dinant	Riolen.	"	300,000	Bestek.
4	Merxem	Kerkhof.	6.1.25	112,225	Ingekomen afrekening.
5	Goyer	Vergrooting Kerkhof	9.1.25	32,439	"
6	Ferrières	Waterwinning.	20.1.25	14,962	Goedgek. afre.
7	Tamines	Uitbreiding waterleiding.	27.1.25	38,953	Ingek. afrek.
8	Yvoir	Waterleiding.	6.2.25	638,438	Goedgek. afrek.
8bis	Meix-dev.-Villon	"	16.2.25	326,929	Ingek. afrek.
9	Boorsheim	Kerkhof.	20.2.25	1,759	id.
10	Oudenaerde	Riolen, weg 3.	"	40,550	id.
11	Hoogstraeten	Kerkhof, verhooging	22.2.25	41,863	id.
12	Ramet-Yvoz	Waterleiding.	27.2.25	354,864	Inlichtingen van der Gemeenten
13	St-Lenaerts	Kerkhof.	2.3.25	15,018	id.
14	Charly	Waterleiding.	3.3.25	200,000	Ingek. afrek.
15	Felenne	"	13.3.25	40,307	id.
16	Arbrefontaine	Kerkhof.	17.3.25	72,513	Goedgek. afrek.
17	Haine-St-Paul	Riolen, rue Evrard, enz.	26.3.25	389,892	id.
18	Billaer	Kerkhof.	27.3.25	23,756	Ingek. afrek.
19	Theux	"	30.3.25	49,847	id.
20	Seraing	Riolen, rues Forêt, enz.	"	198,521	Goedgek. afrek.
21	Nobressart	Overdekte, waschplaats.	1.4.25	18,008	"
22	Haine-St-Pierre	Riolen, verschil. straten.	8.4.25	885,000	Raming.
23	Waha	Kerkhof Marloie.	18.4.25	65,847	Goedgek. afrek.
24	Bovigny	Kerkhof Courtil.	4.5.25	85,986	"
25	Redu	Kerkhof.	13.5.25	80,782	Ingek. afrek.
26	Webede	"	"	33,891	"
27	Hautfays	Kerkhof.	13.5.25	17,442	Goedgek. afrek.
28	Fontaine l'Evêque	Riolen, weg 25.	15.5.25	64,706	"
29	Angleur	Riolen, rue Renory.	19.5.25	87,055	"
30	Linth	Riolen, wegen 19 en 26.	26.5.25	25,484	Ingek. afrek.
31	Sleydinghe	Kerkhof.	29.5.25	94,114	"
32	Wortegem	"	3.6.25	21,207	"

Nummers.	Namen der gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van den brief.	Uitgave voor toelage vatbaar.	Aanmerkingen.
33	Oreye	Schachtputten.	5.6.25	27,297	Afrek. ingekomen.
34	Niel	Put, Hellegat.	9.6.25	23,579	"
35	Strijpen	Riolen.	11.6.25	102,388	"
36	Ronse	Riolen, onderscheid. strat.	7.9.25	100,000	"
37	Buysinghen	Opvangingsput.	16.10.25	17,644	Afrek. goedgek.
38	Orgeo	Kerkhof.	20.11.35	14,516	"
39	Aywaille	Waterbedeeling, Awan.	8.1.26	42,207	Afrek. ingekomen
40	Hof-tade	Riolen.	22.2.26	40,081	"
41	Rocheftort	Kerkhof.	27.7.26	28,080	Inlichting van de gemeente.
42	Ruette	"	28.7.26	22,473	"
43	Bleid	"	"	29,884	"
44	Pollcur	"	"	50,890	"
45	Bressoux	Riolen, Cornillon.	"	52,539	Afrek. goedgek.
46	Namèche, en Marches-les-Dames.	Waterleiding.	30.7.26	86,116	"
47	Robelmont	Wateropvang.	31.7.26	29,529	"
48	Grandmenil	Kerkhof.	"	53,877	"
49	Elouges	Wateropvang., volled. werk.	2.8.26	350,000	Schatting.
50	Châtillon	Riolen.	11.8.26	32,742	Inlichting van de gemeente.
51	Nijvel	Waterbedeeling, Cité.	8.10.26	14,398	Afrek. goedgek.
52	Harzé	Waterleiding.	22.12.26	58,405	"
53	Seraing	— Goffartstraat.	2.4.27	25,600	"
Te zamen.				7,197,564	

Toestand op 15 April 1928.

BIJLAGE D.

**Aanvragen tot toelagen zonder belofte betrekking hebbend op niet voltooide
of onder handen zijnde hygiënische werken.**

Nummers.	Namen van de gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van het bericht.	Uitgaven.	Aanmerkingen.
1	Brasschaet	Riolen.	5.11.23	230,000	
2	Vilvoorde	Riolen, Havenstraat.	4.1.24	90,000	
3	Zwijndrecht	Riolen, Nieuwstraat.	7.1.24	203,000	
4	Reckheim	Doodenhuis.	19.1.24	10,700	
5	Gent	Riolen, Waterstraat.	11.3.24	100,000	
6	Welkenraedt	Riolen.	7.4.24	800,000	
7	Waver	Bron'opvang.	29.4.24	118,000	
8	Loonbeek	Put met pomp.	»	20,500	
9	Liedekerke	Riolen, Opperstraat.	16.5.24	173,000	
10	On	Waterleiding.	20.5.24	90,000	
11	Ste-Agatha-Berchem	Riolen, cité Moderne.	»	1,250,000	
12	Mortsel	Riolen, Staatsbaan.	11.6.24	11,000	
13	Tweebeeck	Uitbreid, waterleiding.	9.9.24	100,000	
14	Montignies s/S.	Riolen, dok n ^o 3.	26.11.24	357,000	
15	Deynze	Kerkhof, vergrooting.	3.12.24	14,000	
16	Sougné-Remouchamps	id.	9.12.24	62,000	
17	Lier	Riolen, cité Zuid-Australie.	25.1.25	200,000	
18	Cornesse	Waterleiding.	4.2.25	650,000	
19	Mont s/Marchienne	Riolen, cité Forest.	7.2.25	144,000	onder handen.
20	Bressoux	Riolen en Waterleiding, Schoolstraat.	16.2.25	63,000	
21	Grand-Halleux	Kerkhof.	20.2.25	9,000	
22	Esneux	Kerkhof (vergrooting).	25.3.25	77,000	
23	Trazegnies	Riolen, Nieuwstraat.	28.3.25	600,000	onder handen.
24	Vieux-Genappe	Kerkhof.	27.4.25	10,000	
25	Libramont	Uitbreid. waterleiding.	13.5.25	16,000	
26	Jupille	Kerkhof.	15.5.25	219,000	aarb. werk.
27	Houyet	Riolen, weg n ^o 196.	19.5.25	6,000	
28	Gouy-lez-Piéton	Kerkhof.	26.5.25	23,000	
29	Momalle	Kerkhof.	29.5.25	102,000	
30	Libramont	id.	11.6.25	60,000	
31	Spa	Waterwinn., Golfplein.	15.6.25	385,000	
32	Kortrijk	Riolen, Jan Breydellaan .	22.7.25	26,000	
33	Sint-Pieters-Woluwe	Riolen, versch. straten.	3.11.25	268,000	

Nummers.	Naam der gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van het bericht.	Uitgaven.	Aanmerkingen.
34	Florenville	Waterleiding.	5.11.25	81,000	
35	Lier	Riolen, cité Mechelsche steenweg.	31.12.25	200,000	
36	Tamines	Riolen, rue Centrale.	10.2.26	48,000	
37	Tamines	Kerkhof.	5.4.26	69,000	
38	Anderlecht	Riolen, Potaerdenberg II.	3.4.26	238,000	
39	Ben Ahn	Waterleiding.	29.4.26	2,470,000	
40	Spa	Riolen, av. des Casernes.	10.6.26	96,000	
41	Ath	Riolen, rue du Paradis, etc.	19.7.26	175,000	
42	Buysinghen	Net, waterleiding.	24.7.26	355,000	aangebested.
43	Sart-en-Fagne	Waterput voor 't volk.	27.7.26	20,000	
44	Aywaille	Riolen.	28.7.26	39,000	
45	Anthismes	Kerkhof.	»	30,000	
46	Ortho	id.	31.7.26	28,000	
47	Sint-Genesius-Rhode	Waterput voor 't volk.	2.8.26	15,000	
48	Romsée	Kerkhof.	10.8.26	121,000	onder handen.
49	Hodister	»	16.8.26	23,000	
50	Vilvorde	Riolen, rue de Terre.	18.8.26	40,000	
51	Mesnil-Saint-Blaise	Waterleiding.	18.8.26	40,000	
52	Graide	Net, waterleiding.	»	677,000	
53	Wervicq	Riolen.	19.8.26	114,000	
54	Zittert Lommen	Kerkhof.	25.8.26	63,000	
55	Plainevaux	Waterleiding.	»	134,000	onder handen.
56	Saint-Servais	Riolen.	28.8.26	47,000	
57	Hamme-Mille	Kerkhof.	30.8.26	79,000	
58	Grivegnée	Riolen, Paville-wijk.	»	295,000	aangebested.
59	Corroy-le-Grand	Kerkhof.	»	100,000	
60	Iseghem	Riolen, Nijderweg.	1.9.26	193,000	
61	Gentinne	Kerkhof.	4.9.26	77,000	
62	Dieghem	Riolen.	6.9.26	349,000	
63	Beyne-Hensay	»	»	164,000	
64	Heverlee	»	16.9.26	121,000	
65	Sint-Niklaas (Waes)	»	17.9.26	1,800,000	
66	Hargimont	Waterleiding.	»	410,000	
67	Houffalize	»	2.10.26	6,000	onder handen.
68	Esneux	»	7.10.26	50,000	

Numers.	Namen der gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van het bericht.	Uitgaven.	Aanmerkingen.
69.	Wegnez.	"	8 10 26	1,567,000	
70	Sint-Pieters-Leeuw.	Riolen, Tolhuys.	11.10.26	960,218	
71	Godinne.	Waterleiding.	3.2.27	300,000	
72	Hatrival.	"	12.4.27	40,000	
73	Burght.	Kerkhof.	3.5.27	152,000	
74	Sart-lez-Spa.	Waterleiding.	13.5.27	2,800,000	onder handen.
75	Denderleeuw.	Artesische put.	20.5.27	40,000	
76	Watermael-Boschvoorde.	Riolen, Weidestraat.	24.5.27	150,000	onder handen.
77	Andrimont-Bilstain.	Waterleiding.	1.6.27	850,000	onder handen.
78	Eupen.	Riolen en Waterleiding.	8.6.27	105,000	
79	Odeigne.	Waterleiding.	27.6.27	263,000	
80	Gérouville.	Kerkhof.	25.7.27	70,000	
81	Courcelles.	Waterleiding.	31.5.27	1,104,000	
82	Saint-Séverin.	Put met pomp.	29.7.27	20,000	
83	Lillois-Witterzée.	Elevatorsmachines.	10.8.27	84,000	
84	Poucet.	Kerkhof.	13.7.27	17,000	
85	Aarlen.	Welving Semois.	16.9.27	80,000	
86	Flavion.	Uitbreiding waterleiding.	17.9.27	15,000	
87	Marche.	Riool, rue Rochefort.	16.9.27	76,000	
88	Chantemelle.	Waterleiding.	19.10.27	210,000	
89	Maurage.	Kerkhof.	21.10.27	38,000	
90	Baudour.	Waterleiding.	23.11.27	96,000	
91	Robelmont.	Waterleidingen.	30.11.27	292,000	aangebested.
92	Juprelle.	Kerkhof.	17.11.27	61,000	
93	Tihange.	"	"	96,000	
94	Muno.	Waterleiding, Grandcourt.	1.12.27	176,000	aangebested.
95	Ruette.	Waterleiding.	3.12.27	131,000	
96	Montignies-le-Tilleul.	Kerkhof.	23.11.27	820,000	
97	Testelt.	Waterleiding.	6.1.28	63,000	
98	Lustin.	"	2.12.27	273,000	onder handen.
99	Torgoy.	"	16.1.28	177,000	aangebested.
100	Quiévrain.	Kerkhof.	16.1.28	78,000	
101	Les Ines.	Riolen.	18.1.28	455,000	
102	Andenne.	"	23.1.28	70,000	
103	Marembourg.	Kerkhof.	9.2.28	48,000	

Nummers.	Namen der gemeenten.	Aard van het werk.	Datum van het bericht.	Uitgaven.	Aanmerkingen.
104	Fontenoille	Kerkhof.	13.2.28	44,000	
105	Bellevaux-Ligneuville . .	Waterleiding.	25.2.28	142,000	
106	Flémalle Haute	Riool, rue d'Argent.	15.2.28	77,000	
107	Wesembeeck	Kerkhof.	23.3.28	190,000	
108	Amay	Riool, weg n ^o 14.	22.3.28	77,000	
109	Auhel	Riool, Telsmanweg.	"	50,000	
110	La Vacherie	Waterleiding.	3.4.28	50,000	
111	Auvclais	Riool, weg n ^o 25.	28.3.28	40,000	
112	Mont-s/Marchienne . . .	Waterleiding.	29.3.28	2,537,000	
113	Ans	Riolen.	12.4.28	50,000	
114	Malmédy	"	14.4.28	25,000	
115	Bilsen	Draineerwerk, kerkhof.	20.4.28	7,000	
116	Houtain-Saint-Siméon . .	Kerkhof.	23.4.28	65,000	
117	Namen	Riolen, Omaliuslaan.	26.4.28	66,000	
118	Oeudeghien	Kerkhof.	30.4.28	139,000	
Gezamenlijk bedrag op 30 April 1928. . fr.				30,142,200	

GEWONE BEGROOTING VAN 1927

ARTIKEL 38.

Toestand op 1 December

Nummer	Naam der Gemeenten	Betaalbaar gestelde sommen	Te vereffenen sommen
1	Marchienne-au-Pont	175,000	100,000 41,939
2	Bisseghem	29,209	29,209
3	Bras-sur-Lienne	25,709	—
4	Ronse	60,780	—
	Koninklijk besluit van 7 Mei 1927	870,690	870,690
5	Marche	226,750	—
6	Boom	32,000	15,624 5,439
7	Warsage	8,000	—
8	Oudenaerde	60,439	—
9	Marchin	114,111	114,111
10	Kapelleveld	500,000	400,000
11	Court-Saint-Eltienne	161,266	25,000
12	De Panne	115,699	—
13	Bande	24,052	24,052
14	Calonne	27,419	15,732
15	Saint-Hubert	59,653	59,653
16	La Louvière	31,422	28,595
17	Froidfontaine	5,493	5,493
18	Haine-Saint-Paul	43,697	40,252
19	Baeygem	2,110	2,127
20	Iddergem	16,333	12,000
21	Elverdinge	16,666	8,900
22	Iseghem	15,344	15,344
23	Bras	27,995	27,995
24	Furfooz	13,532	13,127
25	Machelen	78,185	78,185
26	Villers-la-Bonne Eau	11,673	11,673
27	Wellin	7,716	7,716
28	Roux	238,333	205,813
		2,998,676	2,157,813
	Overschot	1,024	
		3,000,000	

GEWONE BEGROOTING VAN 1927

ARTIKEL 54.

Toestand op 1 December.

Nummer	Namen der Gemeenten	Gedane uitgaven	Sommen welke uit te geven zijn
1	Charleroi	16,666	15,371
2	Saventhem	12,036	12,036
3	Bure	2,941	2,941
4	Oequier	1,367	1,367
5	Lillois-Witterzée	36,666	36,772
6	Liberchies	15,788	11,429
7	Omezée	3,375	7,004
8	Gosselies	345,199	345,199
9	Trivières	500,000	—
10	Niel	23,333	29,819
11	Wevelghem	27,395	21,809
12	Angleur	25,305	25,305
13	Bois d'Haine	120,000	—
14	Waterloo.	42,769	42,769
15	Sinsin.	17,009	17,009
16	Ransart	219,267	219,267
17	Gedinne	37,324	57,324
18	Anderlecht	71,333	50,000
19	Doornijk	86,513	66,513
20	Woluwe-Saint-Lambert	25,521	25,321
21	Couillet	7,270	—
22	Niel (Asch)	13,768	13,768
23	Genck.	70,853	60,000
24	Engis	30,000	27,933
25	Zeie	14,383	13,192
26	Court-Saint-Etienne	21,990	18,000
27	Pâturages	20,588	20,588
28	Mechelen	88,289	88,289
29	Grandville	15,333	12,000
30	Nieuwerkerken	36,000	10,000
		1,968,281	1,251,225
	Blijft	31,719	
		2,000,000	

BIJLAGE F.

Nog uit te betalen sommen krachtens verbintenissen aangegaan voor voltooide
of onder handen zijnde hygiënische werken.

Provincie Antwerpen.

		Toelagen.	Aanmerkingen.
Capellen	Riolen	19,865	raming.
Boom	— Boschstraat	2,150	—
—	— Peerdsgat	31,322	goedgekeurde afrekening.
—	Waterleiding	10,937	raming.
		64,274	

Provincie Brabant.

Evere	Kerkhof	67,497	raming.
St-Pieters-Jette	Riolen	101,920	—
Court-Saint-Etienne . .	—	1,396	afrekening.
Hoegaerde	Kerkhof	43,410	raming.
—	Riolen	10,600	—
Lembek	Kerkhof	40,333	—
Duisburg	—	1,000	—
Geldenaken	—	4,136	afrekening.
Vilvoorde	Riolen	40,220	—
Halle	—	16,008	raming.
Strombeek-Bever . . .	—	23,778	afrekening.
Anderlecht	— Potaerdenberg I	21,333	raming.
Kapelleveld	Riolen	621	afrekening.
Court-Saint-Etienne . .	—	136,266	raming.
Diest	Waterleiding	27,000	—
		534,618	

West-Vlaanderen.

Knoeke-aan-Zee	Riolen en waterleiding:	700,000	raming.
Blankenberghe	—	6,666	—
Komen	Riolen	21,424	—
De Panne	Watertoren	115,000	—
Elverdinghe	Riolen	6,039	afrekening.
		849,829	

Oost-Vlaanderen.

Idergem	Kerkhof	3,424	goedgekeurde afrekening.
Gentbrugge	Riolen	15,000	raming.
Westrem-St-Denijs . .	Kerkhof	3,866	—
Nieuwerkerken	—	9,518	afrekening.
Ronse	Intercommunaal ziekenhuis.	60,780	raming.
Oudenaarde	—	60,139	—
		152,727	

Henegouw.

Wanfercée-Baulet . . .	Kerkhof	11,619	raming.
Binche	Riolen	9,700	—
Houdeng-Aimeries . .	Kerkhof	12,552	—
Vellereille-les-Brayeux .	—	4,623	afrekening.
Marcinelle	Riolen	175,000	raming.
Havrè	Kerkhof	45,131	—
Aiseau	—	10,476	—
Damprémy	—	7,386	—

		Toelagen.	Aanmerkingen.
Flénu	Riolen	12,066	raming.
Farciennes		10,000	
Froidchapelle	Kerkhof	15,000	
Villers-Perwin	—	9,610	afrekening.
Chappelle-à-Wattines	—	15,766	raming.
Gouy-lez-Piéton	Riolen	30,000	—
Noirchain	Kerkhof	5,999	—
Trivières	Waterleiding	500,000	—
Bois-d'Hallée	Riolen	120,000	—
Doornik	—	20,000	afhouding.
Couillet	—	7,270	raming.
Marchienne-au-Pont	—	20,000	afhouding.
Roux	—	50,000	afrekening.
		1,092,198	

Luik.

Spa	Casino	93,934	afrekening.
Chênée	Riolen	10,000	raming.
Sart-lez-Spa	Waterwinning	16,142	afrekening.
Dison	Riolen, av. du Foyer	49,848	—
Grandville	Openbare putten	3,333	raming.
Bra-s/-Lienne	Kerkhof	25,709	—
Warsage	Waterleiding	8,000	—
		206,966	

Limburg.

Hasselt	Riolen	13,123	raming.
Opoeteren	Openbare putten	2,123	afrekening.
Cortesse	Kerkhof	4,576	raming.
Sint-Truiden	Riolen en waterleiding.	20,000	—
Bilsen	Openbare putten	1,150	afrekening.
Genck	Kerkhof	10,853	raming.
		50,825	

Luxemburg.

Barvaux-sur-Ourthe	Waterwinning	1,522	raming.
Chiny	Pompen	1,648	—
Mabompré	Fontein	1,584	—
Neufchâteau	Waterleiding	30,000	—
Champlon	—	22,000	—
Marche	—	226,750	—
		283,504	

Namen.

Florennes	Kerkhof	2,845	afrekening.
Andenne	Waterleiding	9,027	raming.
Clermont	—	2,942	—
Gembloers	—	133,560	afrekening.
Graide	—	2,416	raming.
Franière	—	61,879	—
Namen	Riolen	12,900	—
		275,568	

Algemeen totaal op 15 April 1928 3,510,509